

Question and Answer #1

Request for Proposal #201600852

Question 1:

The scope of the work states that “The Contractor will undertake analysis of each of the two major policing models in the five major geographic regions in which they operate (10 FNA and 10 CTA agreements[total sample is 20 agreements]). . .” However in some of the regions there are no CTA or FNA. For example in the Atlantic region there are no FNA agreements. Can you please clarify the scope of work in these situations. Is the idea that you will research an additional agreement where one is not available to make the total sample of 20 agreements?

Answer 1:

Yes, to search for additional agreements where one is not available. However, one must respect the geographic dispersion of these agreements and be representative, as much as possible of this element.

Question 2:

Under R1 it states “*To demonstrate this, the bidder should provide the following details including but not limited to: • name of publication • date of publication • abstract The Bidder must complete the table found in Appendix 1 of Part 5.” If you review Appendix 1 it further states “Details of Publication: Where published, published date, details of publishing organization.” Can you please explain the reason or rationale of why one needs to determine where the journals are published and details of the publishing organization? Can you please explain what is required for details of publishing organization? As you can appreciate there is considerable time to respond to a proposal and these questions make no sense. Is the name of the journal suitable?

Answer 2: There is no need to provide where these journals are published or the publisher’s name as long as the name of the journal is quite clear.

Question 3:

Under R1 it states “The bidder should demonstrate* that its proposed team has a Publication Record based on quantitative and/or qualitative research in the area of law enforcement and policing. All publications must have been within the last 10 years.” Does this include government report that have been published or released to the public?

Answer 3:

Yes, as long as the research is in the area of law enforcement and policing.

Question 4:

Under M4 it states. "The Bidder must confirm (through an attestation) that a minimum of one of the proposed resources within the proposed team is able to speak, read and write English and French." Can you please provide more information regarding the attestation. For example, who must sign the attestation? Can it be the consulting company submitting the bid?

Answer 4:

Yes, this criterion is based on the honour system, which must be attested by the lead researcher of the team.

Question 5: Under the financial proposal, full time academics who are employed by publicly funded institutions (colleges and universities) can also submit a response to this tender. To ensure a competitive bid, will any academic who may individually submit a proposal or receiving a substantial number of days as a subcontractor in the project be required to submit the proposal through their employer the university or college?

Answer 5:

Yes, all academics employed by a publicly funded educational institution (e.g. university or community college) **must submit** their proposal through the university or college. This **must be attested** by their departmental head/chair.

Question 6: Is there an incumbent or anyone who has conducted work on this subject in the past 5 years for PSC?

Answer 6:

No

Question 7: Have there been any studies on aboriginal policing for or by PSC in the past 5 years?

Answer 7:

Yes, please check the Public Safety Canada website.

Questions et réponses #1

Demande de propositions n° 201600852

Question 1

Dans la section Portée des travaux, il est écrit : « L'entrepreneur procédera à l'analyse de chacun des deux principaux modèles de services de police dans les cinq grandes régions géographiques où ils sont appliqués (10 ententes sur les services de police administrés par les Premières Nations et 10 ententes communautaires tripartites [pour un échantillon total de 20 ententes])... » Toutefois, il y a des régions où l'un de ces modèles n'est pas en vigueur. Par exemple, la région de l'Atlantique ne compte aucune entente sur les services de police administrés par les Premières Nations. Pouvez-vous clarifier la portée des travaux dans ces situations? Est-il possible d'analyser un autre modèle, si l'un de ceux énoncés n'est pas disponible, pour atteindre l'échantillon total de 20 ententes?

Réponse 1

Oui, il est possible d'analyser un autre modèle si l'un de ceux énoncés n'est pas disponible. Toutefois, il faut respecter la répartition géographique des modèles et garantir, autant que possible, la représentativité de cet élément.

Question 2

Le critère C1 indique ce qui suit : « Le soumissionnaire doit notamment fournir les détails suivants : • titre de la publication; • date de publication; • résumé. Le soumissionnaire doit compléter le tableau qui se trouve à l'annexe 1 de la partie 5. » L'annexe 1 se lit comme suit : « Détails de la publication : Lieu de publication, date de publication, détails de l'organisation l'ayant publiée. » Pouvez-vous expliquer pourquoi il faut déterminer où la revue est publiée et donner les détails de l'organisation l'ayant publiée? Pouvez-vous expliquer quels sont les détails requis? Comme vous pouvez le constater, il faut beaucoup de temps pour répondre à une demande de propositions, et ces questions n'ont aucun sens. Peut-on simplement inscrire le nom de la revue?

Réponse 2

Il n'est pas nécessaire de mentionner où la revue est publiée ou le nom de l'organisation l'ayant publiée, tant que le nom de la revue est clairement indiqué.

Question 3

Le critère C1 stipule ce qui suit : « Le soumissionnaire doit démontrer* que l'équipe de ressources proposée est l'auteur de publications découlant de recherches quantitatives ou qualitatives dans le domaine de l'application de la loi et des services de police. Toutes les publications doivent dater des

dix (10) dernières années. » Ce critère inclut-il les rapports gouvernementaux qui ont été publiés ou rendus publics?

Réponse 3

Oui, tant que la recherche touche le domaine de l'application de la loi et des services de police.

Question 4

Le critère O4 se lit comme suit : « Le soumissionnaire doit confirmer (au moyen d'une attestation) qu'au moins une des ressources proposées est capable de s'exprimer, de lire et d'écrire en anglais et en français. » Pouvez-vous en dire davantage au sujet de l'attestation? Par exemple, qui doit signer l'attestation? Peut-il s'agir de la société d'experts-conseils qui présente la soumission?

Réponse 4

Oui. Le respect de ce critère repose sur le principe de la confiance et doit être attesté par le chercheur principal de l'équipe.

Question 5

Selon la proposition financière, les universitaires à temps plein qui sont employés par des établissements financés par les deniers publics (collèges et universités) peuvent aussi présenter une soumission dans le cadre de cet appel d'offres. Pour que la soumission soit concurrentielle, si un universitaire souhaite présenter une soumission individuellement ou reçoit un grand nombre de jours de travail en sous-traitance pour le projet, devra-t-il présenter la soumission par l'intermédiaire de son employeur, soit l'université ou le collège?

Réponse 5

Oui, tous les universitaires à l'emploi d'un établissement d'enseignement financé par les deniers publics (p. ex., université ou collège communautaire) **doivent soumettre** leur proposition par l'intermédiaire de l'université ou du collège. Ils **doivent obtenir l'attestation** du chef ou du président de leur département.

Question 6

Y a-t-il un titulaire ou une personne qui a effectué des travaux sur le sujet pour Sécurité publique Canada au cours des cinq dernières années?

Réponse 6

Non.

Question 7

Des études ont-elles été menées sur les services de police autochtones pour ou par Sécurité publique Canada au cours des cinq dernières années?

Réponse 7

Oui. Veuillez consulter le site Web de Sécurité publique Canada.